

Rwanda - le FPR accepte de discuter d'une trêve

Reuters, 26 mai 1994

BYUMBA (RWANDA), 26 mai, Reuter - Les rebelles du Front patriotique rwandais (RPF) ont accepté jeudi de discuter d'une trêve avec les troupes gouvernementales, mais ont en même temps continué de pilonner le centre de Kigali.

Le principe de la discussion a été obtenu par l'émissaire spécial de l'Onu au Rwanda Iqbal Riza, qui s'est entretenu jeudi avec le chef militaire des rebelles tutsis Paul Kagame à Byumba, à 75 km de la capitale rwandaise.

“Nous avons eu des discussions utiles avec le général Kagame et nous sommes tombés d'accord sur le principe d'une rencontre qui aura lieu lundi à Kigali entre les belligérants pour discuter des modalités d'un cessez-le-feu”, a-t-il dit à l'issue de la rencontre.

L'émissaire, qui a ensuite pris par la route la direction de l'Ouganda, avait auparavant eu deux jours d'entretiens avec le gouvernement et l'armée.

Malgré cette annonce, l'Onu doute de la sincérité du FPR qui poursuit son offensive contre Kigali où il semble avoir pris le meilleur sur les troupes gouvernementales. Les forces rebelles se sont emparées jeudi d'un quartier de la ville et sont sur le point d'en prendre un autre.

Leur artillerie lourde a commencé à tirer un quart d'heure après le départ d'Iqbal Riza pour Byumba.

Selon un officier des casques bleus, les rebelles se sont emparés de Kicukiro, un quartier des faubourgs de la capitale proche de l'aéroport, qu'ils ont pris il y a quatre jours. Ils tentent d'avancer sur le quartier de Gatenga, où se trouvent de nombreuses bandes de Hutus en armes épaulant l'armée régulière.

— Nouvel exode —

Les combats de Gatenga risquent de provoquer un nouvel exode vers Gitarama, 40 km plus au sud, où s'est replié le gouvernement provisoire, majoritairement hutu.

La route Kigali-Gitarama est encombrée sur sa quasi-totalité par des fuyards, parmi lesquels figurent des militaires gouvernementaux repoussés par la progression du FPR.

Le gouvernement de Kigali est favorable aux projets d'Iqbal Riza, qui préconise un cessez-le-feu et un renforcement de la garnison des casques bleus pour tenter de mettre un terme aux massacres. Leur bilan atteindrait 500.000 morts selon certaines estimations.

Une trêve permettrait l'arrivée au Rwanda de quelque 5.500 casques bleus supplémentaires.

De source diplomatique, on estime toutefois que même si le FPR la signait, il ne le ferait que pour gagner du temps et améliorer son image auprès de la communauté internationale.

L'ampleur des massacres a incité la commission des droits de l'homme de l'Onu à nommer mercredi un rapporteur spécial sur le Rwanda, l'universitaire ivoirien René Degni-Ségui.

Bien que la commission n'ait pas retenu pour l'instant l'hypothèse d'un tribunal international pour juger les auteurs des tueries, René Degni-Ségui a déclaré y être favorable.

“Je suis en faveur d'un tribunal international plutôt que des tribunaux nationaux, qui auront des difficultés à garantir leur impartialité”, a-t-il déclaré à Reuter par téléphone.

Agé de 46 ans et doyen de la faculté de droit à l'université de Côte d'Ivoire, René Degni-Ségui est le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (Lidho). Il déjà participé, en 1993, à une commission d'enquête de l'Onu sur d'autres massacres au Rwanda. /SEW

(c) Reuters Limited 1994